

REAGAN, ou la tentative de restaurer une hégémonie contestée

CHRISTIAN PIQUET

Ronald Reagan doit participer du 4 au 6 juin à la réunion des principaux pays impérialistes à Versailles. Quelques jours après, il doit se rendre à Bonn pour assister au sommet de l'OTAN. Ces deux initiatives, au cœur d'une tournée en Europe, ont pour le président américains, une importance cruciales, car elles doivent lui permettre de tester l'ensemble de sa nouvelle stratégie.

Le sommet de Versailles doit en effet traiter des rapports entre les différents participants dans un contexte d'approfondissement de la dépression et d'exacerbation des concurrences entre impérialismes. Quant aux discus-

sions de Bonn, elles doivent déboucher sur l'implantation des nouvelles fusées nucléaires du Pentagone en Europe et la modernisation du potentiel militaire atlantique. Dans les deux cas, Reagan exige un alignement total de ses alliés sur ses objectifs.

A Paris le 5 juin, à Londres le lendemain, en Allemagne fédérale le 10, des manifestations monstres doivent accueillir le responsable de la course aux armements et le bourreau du peuple d'El Salvador. Aux Etats-Unis même, des dizaines de milliers de personnes doivent manifester le 12 juin à Washington contre la politique internationale de leur pays.

AVEC l'accession de Ronald Reagan au bureau ovale de la Maison-Blanche, l'année 1981 a incontestablement vu se systématiser un nouveau cours de la politique américaine. Ce qu'exprimait fort bien en juillet de l'année dernière le président de la Chase Manhattan Bank :

« Le New Deal fut un point tournant de son époque et le programme présidentiel actuel représente ce dont notre économie et notre système capitaliste ont besoin en ce moment.(1) »

Il faut avant tout rechercher les raisons de ce tournant dans l'évolution des Etats-Unis au cours des trente-cinq dernières années, dans l'affaiblissement de ses prérogatives politiques, économiques et militaires face aux pays alliés et aux bourgeoisies productrices de pétrole (regroupées dans l'OPEP) et face aux luttes populaires dans le monde. La victoire du candidat républicain, qui avait, durant sa campagne, développé un programme belliciste et ultra-réactionnaire, est le signe que la classe dominante américaine est décidée à payer le prix nécessaire pour permettre à la principale puissance impérialiste de

retrouver pleinement son rôle de gendarme international.

Après la deuxième guerre mondiale, du fait notamment de la ruine des économies européennes et japonaises, les grandes sociétés américaines dominèrent le marché mondial. Le capital d'outre-Atlantique se tailla la part du lion dans de nouveaux secteurs tels que le plastique ou l'électronique et pénétra de nouvelles zones comme l'Indochine ou le Moyen-Orient qui étaient auparavant la chasse gardée des bourgeoisies d'Europe. Mais la prospérité de l'après-guerre a vite trouvé ses limites.

Perte de suprématie

La décennie 1970-1980 a été marquée par un déclin net de la puissance économique et financière des Etats-Unis. Ainsi, si la Banque fédérale possédait en 1950 68 % des réserves d'or des banques centrales du monde, elle n'en détenait plus que 28 % en 1979. Dans l'ensemble de pays constitué par les USA, le Japon, l'Al-



(1) Le New Deal est la politique sociale de l'administration Roosevelt à partir de 1933.

Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, l'Italie, la part du produit national brut de l'Amérique est passée de 71 % en 1950 à 64 % en 1960, à 50 % en 1973 et 44 % en 1979. Quant à la part du pays dans les exportations des Etats capitalistes développés, elle est passée de 21,18 % en 1965 à 19,11 % en 1970 et à 16,74 % en 1979.

Plus grave encore : la croissance de la productivité du travail dans l'industrie privée est inférieure depuis quinze ans à celle des principaux concurrents capitalistes des Etats-Unis. Dans une étude conjointe des deux chambres du Congrès on peut lire : « Entre 1950 et 1977, la productivité s'est élevée quatre fois plus vite au Japon qu'aux Etats-Unis ; en France, en Italie, ou en Allemagne, deux fois et demi plus vite. » (2)

Ce recul était constaté en des termes très clairs par Henry Kissinger, l'ancien chef de la diplomatie du temps de Nixon, qui introduisait ses mémoires en disant : « Ce que j'ai essayé de faire c'est de montrer comment l'Amérique est passée d'un monde sur lequel elle exerçait sa suprématie à un autre dans lequel elle demeure la nation la plus forte mais qu'elle ne domine plus. » (3)

Ce déclin économique était d'autant plus dangereux pour le « big business » qu'il s'accompagnait d'un affaiblissement du rôle politique de l'impérialisme américain dans le monde, affaiblissement dont le signe le plus spectaculaire fut sa défaite devant les révolutions indochinoises en 1975. Celles-ci constituèrent le coup d'envoi d'une série d'échecs en Afrique (Mozambique, Angola...), en Amérique centrale (Nicaragua)... Mais le véritable signal d'alarme fut la chute de la monarchie Pahlevi en Iran, jusque-là gendarme de l'impérialisme dans la région du golfe Arabo-Persique. En bouleversant l'équilibre de cette zone et en déstabilisant les régimes pro-impérialistes (Arabie Saoudite, Soudan, Egypte, Nord-Yemen) la révolution iranienne menaçait, en pleine crise économique internationale, après le premier choc pétrolier, les intérêts essentiels de Washington, notamment en matière énergétique. Les milieux d'affaires plaidèrent très vite en faveur d'un changement complet d'orientation : « La politique inaugurée durant la guerre du Vietnam [menace désormais] de saper les capacités de la nation à protéger son approvisionnement vital en pétrole [du Proche-Orient, menaçant ainsi] le mode de vie qui s'est instauré

depuis la Deuxième Guerre mondiale. (4) »

C'est à cette situation que Reagan entend s'attaquer en développant une stratégie articulée qui n'avait été qu'ébauchée par les précédentes administrations, en particulier celle de Carter. « Nous devons être capables », déclarait en mai 1981 Caspar Weinberger, le secrétaire à la Défense, « de nous défendre dans des guerres de toutes dimensions, de toutes formes et dans toutes les régions où nous avons des intérêts vitaux. (5) »

La doctrine Reagan

La nouvelle « doctrine Reagan » repose d'abord sur une globalisation de la défense des intérêts « vitaux » de l'impérialisme. Les Etats-Unis entendent désormais se donner les moyens d'intervenir unilatéralement dans toutes les régions de la planète. Le général David C. Jones, président de l'état-major combiné résume bien les préoccupations du Pentagone : « Nous vivons à une époque où un coup d'Etat, une grande grève, une attaque terroriste ou une guerre éloignée entre voisins peuvent, comme jamais auparavant, déclencher des conséquences mondiales qui affecteraient notre bien-être national et notre sécurité (...) Nous avons besoin d'une ample vision stratégique qui intègre les problèmes régionaux dans un cadre plus global. (6) »

Pour justifier ses préparatifs belliqueux — qui accroissent notablement les risques de guerre — la Maison-Blanche a besoin de revenir à un climat de confrontation avec l'Union soviétique. Seul, en effet, le retour à un monde bipolaire, en forçant les Etats capitalistes développés à se regrouper derrière le plus puissant d'entre eux et à accepter ses conditions, peut introduire une nouvelle cohésion dans la direction du camp impérialiste. Seul, également, il peut faire accepter aux masses américaines un accroissement démesuré des budgets de la Défense. On a donc créé de toutes pièces le mythe d'une supériorité militaire des Etats bureaucratiques de l'Est, ce qui a permis d'abandonner le processus antérieur de « détente », tel qu'il était symbolisé par les accords SALT ou les accords d'Helsinki (7). Dans ce cadre, l'éventualité d'un recours préventif à l'arme nucléaire est désormais présente dans les discours des responsables. Lors d'une de ses premières déclarations publiques, Caspar Weinberger indiquait par exemple que son pays pourrait être

(2) Cité par « le Monde », le 18 septembre 1979.

(3) Henry Kissinger, « Mémoires », Fayard 1979.

(4) « Business Week », 12 mars 1979.

(5) « Address before the American Newspapers Publishers Association Meeting », le 5 mai 1981.

(6) US Military Posture for Fiscal Year 1982.

(7) SALT : conversation sur la limitation des armements stratégiques. Les accords d'Helsinki furent signés en 1975 par trente-neuf chefs d'Etat et de gouvernement dont ceux des pays de l'Est.

dans l'obligation de se lancer dans une escalade « *verticalement aussi bien qu'horizontalement* » (8) pour riposter à une action du Kremlin en direction des champs pétrolifères du Proche-Orient. Les Etats-Unis veulent de cette façon se trouver en position de force lorsqu'il s'agira de négocier avec Moscou une nouvelle donne internationale.

Les premières dispositions du Pentagone éclairent encore mieux que les discours sa volonté de redéployer son dispositif stratégique, d'acquiescer un nouveau leadership sur le monde « libre » et de se doter d'instruments efficaces pour empêcher de nouvelles victoires révolutionnaires, à l'heure où le capitalisme mondial s'enfonce dans la récession et où la domination est profondément ébranlée en divers points du globe — comme en témoignent la crise des Malouines et la situation explosive du Moyen-Orient.

- Les dépenses d'armement sont multipliées par deux et passeront de 5 % de la production nationale en 1980 à 7,1 % en 1986. L'économiste Lester Thurow indique même que l'hypothèse réaliste conduit à penser que l'effort proposé pour accroître le budget de la Défense nécessitera en fait 8,1 % de la production nationale à la fin du mandat présidentiel (9). Dans le même temps, il est prévu de consacrer des centaines de millions de dollars par an à l'aide aux industries d'armement afin de leur donner les moyens de produire en quantité. Au service de ses options générales, la nouvelle administration favorise le développement d'un gigantesque complexe militaro-industriel.

- Le potentiel nucléaire va être très largement développé avec la production de 1200 bombes à neutrons et la construction de cent missiles intercontinentaux MX (dotés de dix ogives nucléaires chacun) ainsi que de sept nouveaux sous-marins nucléaires Trident (équipés du missile stratégique Trident 2).

- Le retour à une situation de tension constitue un excellent moyen de pression sur les alliés de l'Alliance atlantique et du Japon pour obtenir de leur part un alignement total et les intégrer plus étroitement encore que par le passé au dispositif américain.

L'installation d'ici 1990 de 108 fusées Pershing 2 et de 464 Cruise Missiles en Europe, tout comme la coordination étroite des forces américaines et nippones, procèdent de cet objectif.

- Dans le cadre de sa stratégie, Reagan réserve une place de choix au développement de la suprématie na-

vale de son pays. 120 milliards de dollars sur cinq ans seront consacrés à doter l'US Navy de 150 nouveaux bâtiments. L'objectif de ce programme est clairement énoncé : « *Le commerce et l'industrie de l'Amérique, (son) accès aux ressources vitales et les ressorts de l'Alliance atlantique dépendent de notre aptitude à contrôler les mers (IO).* »

- De nouveaux crédits ont été dégagés pour remettre en état le dispositif de « lutte anti-insurrectionnelle » — sous-après la guerre du Vietnam et qui regroupe les forces spéciales de l'armée, les commandos de la SEAL (Sea-Air-Land) et les unités spéciales de l'armée de l'air. Ces forces sont déjà engagées dans les combats contre la guérilla au Salvador.

- Les possibilités d'interventions extérieures reposent plus que jamais sur la Force de déploiement rapide (FDR), créée par Carter, dont le noyau opérationnel comprend 110 000 hommes et peut être porté à 300 000. C'est en premier lieu dans le golfe Arabo-Persique — pour les raisons mentionnées plus haut de « *cordon ombilical du monde industriel libre* » — que se concentre l'effort de l'impérialisme. Une série de bases logistiques ont été aménagées au Pakistan, en Arabie Saoudite, en Somalie, en Turquie, en Egypte, en Oman pour permettre à la FDR de disposer de relais pour une action militaire dans cette région. Le Pentagone est déjà passé aux exercices pratiques puisqu'en novembre 1981, 4 000 soldats de la FDR se sont déployés dans le désert égyptien au cours des manœuvres « Bright Star II ».

- Pour empêcher leur déstabilisation, l'administration soutient à bout de bras les régimes réactionnaires pro-impérialistes : mini-plan Marshall en faveur des dictatures contre-américaines, vente de matériel militaire sophistiqué (anciens F-15, F-16 et AWACS) à l'Arabie Saoudite, à l'Egypte et au Pakistan, appui accru à l'Afrique du Sud dans ses guerres d'agression contre l'Angola et dans sa tentative de briser la guérilla en Namibie...

La « reaganomics » ou la guerre contre les pauvres

Indissociable du premier, le second volet de la politique de Reagan consiste à rendre à la citadelle im-

périaliste sa force de frappe économique. La « *reaganomics* » — ainsi qu'est surnommée la doctrine de la Maison-Blanche — ne s'embarrasse pas de discours moralisateurs et ne dissimule pas son caractère de classe. Reposant sur la « *théorie de l'offre* » (supply side) elle s'appuie sur l'argumentation selon laquelle, en système capitaliste, il n'existe pas d'autre issue que de prendre toutes les mesures exigées par l'accumulation du capital. Le schéma présidentiel est donc de stimuler l'investissement privé en réduisant pratiquement les dépenses et les frais de l'Etat et en diminuant l'impôt sur les entreprises et les grosses fortunes (de 25 % en trois ans).

Au cœur de cette philosophie, la liquidation pure et simple d'un nombre considérable de programmes sociaux : abolition des programmes pour la formation et l'emploi dans les secteurs publics ; réduction du budget de la santé publique pour les indigents ; diminution massive du budget des tickets d'alimentation (Foods stamps) pour les démunis (deux millions de pauvres touchés) ; coupes claires dans les budgets d'assistance chômage, de l'éducation, des transports en commun, de la santé publique ; diminution massive des allocations logement et de diverses subventions municipales... En tout, la compression des dépenses sociales représentera 49 milliards de dollars en 1982, 81 milliards en deux ans et plus de 100 milliards en 1986. Selon l'AFL-CIO (11), l'ensemble de ces mesures conduira à la disparition d'au moins 1 260 000 emplois.

Quant à l'allègement de la charge fiscale, annoncé à grand tapage par la nouvelle administration, il ne touche qu'en apparence tous les contribuables. En fait le « big business » en est le principal bénéficiaire. 60 % des réductions d'impôts sont par exemple offerts aux 20 % de contribuables les plus riches et 11 % au 1 % le plus riche (12). Ce n'est donc pas sans raison, que le grand hebdomadaire *Newsweek*, pourtant très conservateur, reconnaissait en mars dernier que Reagan était en train de « *creuser encore le fossé entre riches et pauvres* ».

Une telle orientation sous-tend une volonté de renforcer la liberté d'action de la bourgeoisie en liquidant purement et simplement les principales conquêtes ouvrières de ces dernières années. On a vu récemment les P-DG de l'automobile, brandissant la menace de suppressions d'emplois, imposer à leurs salariés des amputations de salaires comprises entre 10 et

50 %. Par ailleurs, au nom de la lutte contre la « bureaucratie », le gouvernement fédéral cherche à assouplir les lois sur les conditions de travail, la protection des consommateurs et l'environnement. Enfin, ces dispositions se complètent d'une rationalisation de l'appareil économique et d'un mouvement du capital qui accentuent les disparités régionales au détriment des vieilles zones industrielles du nord, de l'est, et du Middle-West — où est concentrée la plus grande partie de la classe ouvrière organisée — au profit des zones en cours d'industrialisation du sud. Attirées par la faible implantation des syndicats et par la possibilité de puiser dans une main-d'œuvre surexploitée et mal protégée par la législation (les milliers d'immigrants — légaux ou illégaux — originaires du Mexique et des Caraïbes), de nouvelles industries de pointe, compétitives, s'installent au sud du Mississippi : biotechnologie, électronique, énergie, informatique, agrobusiness, matériels de guerre... A l'inverse, les anciennes régions industrielles se transforment en poches de pauvreté. Le banquier Felix Rohatyn, conseiller du maire de New-York, constate à ce propos : « Dans les villes comme Detroit, Cleveland ou Buffalo, qui sont durement touchées par la crise, les réductions budgétaires vont entraîner de véritables banqueroutes et une forte aggravation de la misère (13) ». L'Etat de l'Ohio affichait par exemple en décembre dernier 12,5 % de sans-travail et celui de Michigan, 15,1 %.

Pour avoir une chance de réussite, ce mouvement général doit modifier radicalement le rapport de forces entre capital et travail. La reaganomics s'accompagne donc d'une attaque en règle contre le mouvement syndical. L'attitude des autorités envers la grève des contrôleurs aériens, durant l'été 1981, est à cet égard éclairante. En quelques jours de conflit, le syndicat des aiguilleurs du ciel, le PATCO, s'est vu infliger plusieurs centaines de millions de dollars d'amendes, cent cinquante de ses membres ont été traduits devant la justice — certains enchaînés comme des criminels — pour participation à une « grève illégale ». En outre, les 12 000 travailleurs qui avait refusé d'obtempérer à l'ordre gouvernemental de reprise du travail ont été licenciés. Cette attitude est significative à un double titre. D'abord, le pouvoir central a choisi de faire un exemple aux yeux de toute la classe ouvrière. Relativement privilégiés (avec un salaire moyen an-

nuel de 33 000 dollars), sans traditions de lutte, les aiguilleurs étaient particulièrement vulnérables et n'ont bénéficié que d'une faible solidarité. Mais il s'agissait aussi en s'attaquant à un syndicat — bastion de l'AFL-CIO — de déclarer la guerre aux organisations ouvrières du secteur public.

L'attitude de la présidence reflète ainsi parfaitement le durcissement de la politique bourgeoise envers le mouvement ouvrier depuis quelques années face à une crise qui s'approfondit. Dans le secteur privé, le patronat multiplie les élections de « décertification », qui permettent aux salariés d'une entreprise de retirer aux syndicats le droit de les représenter dans les conventions collectives. On en comptait 216 en 1959 mais leur nombre atteignait 900 en 1980.

Cette restructuration de l'appareil économique interne et l'attaque généralisée contre la classe ouvrière ont pour but de rendre à l'économie sa compétitivité et de rétablir de cette façon l'hégémonie du capital américain sur ses principaux concurrents. Les représentants de l'administration républicaine ne font pas mystère de leurs objectifs. William Brock, représentant spécial du président pour les négociations commerciales, déclare : « Une économie forte est notre objectif (...) La politique commerciale du gouvernement viendra compléter les programmes économiques internes qui visent à accroître l'emploi et la production et à réduire l'inflation (...) L'une des principales nécessités pour une économie américaine forte est le maintien de marchés ouverts, ici et à l'étranger (...) Les Etats-Unis sont de plus en plus concurrencés par la capacité des autres pays à produire des biens hautement compétitifs, mais aussi par l'intervention croissante des gouvernements de nombreux pays. Nous devons être prêts à accepter le défi de la concurrence... (14) ».

« Accepter le défi de la concurrence » a pour les hommes au pouvoir à Washington un sens précis : exporter les difficultés du capitalisme américain chez les bourgeoisies des autres pays et favoriser par des mesures protectionnistes les firmes d'outre-Atlantique. Cette orientation prend diverses formes :

- abolition d'une série de réglementations pour les industriels exportateurs ;
- réactivation des procédures « anti-dumping » qui permettent de suspendre les importations dont on juge les prix de vente trop concurrentiels ;
- hauts taux d'intérêts pratiqués sur



Entraînement des marines au camp de Paris Island en Caroline du Sud.

- (8) « Washington Post » 17 mars 1981. Escalade verticale signifie le passage de l'arme conventionnelle à l'arme nucléaire. Escalade horizontale veut dire déplacement du conflit vers d'autres points du globe.
- (9) Commission Palme sur le désarmement. Octobre 1981.
- (10) « Statement before the House Armed Services Committee », 10 mars 1981.
- (11) Centrale syndicale qui regroupe 15 millions d'adhérents.
- (12) Un calcul effectué par des membres du Congrès indique qu'au total, les familles gagnant moins de 10 000 dollars par an (60 000 F) perdaient 240 dollars tandis que celles ayant un revenu de 80 000 dollars (480 000 F) récupéraient 15 250 dollars soit plus d'une fois et demi ce que gagnent les familles précédentes.
- (13) Cité par « l'Expansion », 4 septembre 1981.
- (14) Intervention devant les commissions des finances et de la banque du Sénat, 8 juillet 1981.

la monnaie par la Federal Reserve Board (FED) qui constituent une redoutable machine de guerre contre les économies européennes, puisqu'ils se fixent pour but d'attirer vers les USA une masse de capitaux flottants antérieurement retenue sur le vieux continent...

Pour réussir, le plan de redéploiement politique et économique de l'administration Reagan doit absolument bénéficier du soutien sans faille de la bourgeoisie américaine et internationale et infliger une série de défaites aux masses du monde capitaliste et des pays coloniaux. Le pari est loin d'être gagné.

Bien que leurs marges de manœuvres se soient réduites, les gouvernements européens n'ont pas renoncé à jouer leur propre carte dans le concert mondial et à défendre les intérêts de leurs bourgeoisies, même s'ils sont contradictoires avec ceux de la citadelle impérialiste. Les divergences à propos des sanctions économiques contre les pays de l'Est après le coup de force en Pologne, les réticences manifestées envers l'intervention de Washington en Amérique centrale, sont révélatrices. Plus grave encore, l'extension de la révolution centre-américaine, tout comme le développement en Europe d'un gigantesque mouvement contre la guerre, prouvent que l'impérialisme a encore fort à faire pour mettre en déroute les peuples du monde.

La faillite du monétarisme

A l'intérieur, la situation n'est guère plus reluisante. Le chef de l'exécutif avait promis que sa politique de « l'offre » et la pratique de hauts taux d'intérêts sur le dollar se traduiraient rapidement par une relance de la croissance et de la productivité ainsi que par un recul de l'inflation. « *De toute évidence, la situation de l'économie ne correspond pas à ces prévisions naïves et euphoriques* », écrivait récemment Martin Feldstein, président du National Bureau of Economic Research, un institut pourtant favorable à la reaganomics. « *Les Etats-Unis s'enfoncent dans une récession qui a mis un terme à la croissance économique et relancé la baisse décourageante de la productivité* (15) » Il est vrai que le bilan est accablant. La production industrielle a chuté de près de 10 % entre juillet 1981 et janvier 1982. Des secteurs

tels que la sidérurgie, le bâtiment, l'industrie lourde, l'automobile, des firmes aussi prestigieuses que Kenneco, International Harvester ou Caterpillar, connaissent de grandes difficultés. La Conférence Board, l'institut économique du monde des affaires, fait quant à lui état d'une chute des investissements de l'ordre de 9 %.

Ici se révèle la faillite des orientations monétaristes. Comme en toute phase de récession, favoriser l'« offre » (la production) au détriment de la « demande » n'incite nullement les capitalistes à relancer les investissements productifs. Les grands trusts ne sont pas à court d'argent et il existe d'énormes capacités de production inemployées. En l'absence de signes tangibles de relance de la demande, le « big business » préfère utiliser les aides gouvernementales pour se livrer à des opérations plus profitables à court terme — notamment dans le domaine des placements financiers — et pour rationaliser l'appareil industriel. En outre, les taux d'intérêts, s'ils sont parvenus à limiter l'inflation (5 à 6 % à la fin de 1981), ont surtout renchéri le crédit et constitué un frein supplémentaire à l'investissement, en particulier dans les branches comme l'automobile ou le bâtiment.

Mais la politique de Reagan repose sur une autre contradiction majeure : le gouvernement a augmenté dans les proportions colossales les crédits du Pentagone alors que, parallèlement, il réduisait la charge fiscale. Il en résulte un déficit budgétaire qui atteint des sommets inégalés et que les coupes claires dans les dépenses fédérales ne peuvent compenser. On s'attend officiellement à un trou de 91 milliards de dollars en 1982, de 160 milliards en 1983, de 188 milliards en 1984 et de 210 milliards en 1985. Devant cet échec, toute une fraction du grand capital prend ouvertement ses distances. En mars dernier, la Business Roundtable (16) s'est ainsi opposée au projet de budget pour 1983 qu'elle a qualifié « *d'inacceptable* » et a décidé de proposer au Congrès de réduire les dépenses militaires. Auparavant, la US Chamber of Commerce et la National Association of Manufacturers, deux autres organisations patronales en avaient fait autant.

Si des secteurs aussi significatifs de la classe dominante commencent à perdre confiance dans l'équipe au pouvoir, c'est également du fait que l'application de la stratégie reaganienne entraîne un début de polarisation de classes et un renouveau des luttes populaires dans le pays. L'offensive bourgeoise atteint en effet une

telle ampleur qu'elle rend insupportables les conditions de vie d'un nombre croissant de travailleurs. Un chercheur écrivait il y a peu : « *On assiste à la création d'une nouvelle classe de pauvres. Ce sont des gens qui avaient un revenu, qui disposaient d'une maison, entretenaient une famille et ont perdu leur travail* (17). » La barre des dix millions de sans-travail est pratiquement atteinte et, l'an dernier, 29,3 millions d'Américains avaient un revenu annuel n'excédant pas 50 000 francs français. Naturellement, les minorités ethniques (Noirs, hispanophones...) ou les jeunes fournissent les gros contingents de cette « *nouvelle classe de pauvres* ». Selon l'hebdomadaire *Time*, en un an, le pourcentage des moins de vingt ans au chômage est passé de 15,4 % à 19,3 %, celui des jeunes Noirs bondissant de 37,5 % à 40 %.

Polarisation sociale et maturation politique

L'énumération des principales manifestations de 1981 et leur importance reflètent une opposition grandissante des masses américaines aux plans de la Maison-Blanche. Le 15 janvier 1981, 100 000 Noirs se rassemblaient à Washington en faveur des droits civiques. Au cours des deux mois suivants, 8 000 mineurs et 25 000 cheminots manifestaient à leur tour dans la capitale fédérale ; le 3 mai, 100 000 marcheurs protestaient contre le soutien à la junte salvadorienne ; le 7 septembre, un mot d'ordre syndical regroupait 100 000 travailleurs à New-York. Mais, la démonstration la plus significative fut, sans aucun doute, la journée de la solidarité (*Solidarity Day*), le 19 septembre, qui réunit un demi-million de travailleurs à l'appel de l'AFL-CIO. Initiative qui peut être qualifiée d'historique puisque jamais auparavant ne s'était déroulée une manifestation nationale du mouvement ouvrier.

Il y a pourtant plus inquiétant à moyen terme pour les possédants. En liant l'ensemble des aspects de sa politique et en lui donnant pour objectif de sortir l'impérialisme de sa crise, Reagan a donné à l'opposition populaire un caractère global et a contribué à sa politisation. On ne peut

qu'être frappé par le parallélisme des sondages. Tous font apparaître qu'une nette majorité d'Américains rejette l'orientation économique de l'administration, se déclare hostile à la prolifération nucléaire et se prononce contre une intervention de leur pays dans les Caraïbes. Il ne pouvait en aller autrement. Au temps de la guerre de Corée ou de celle du Vietnam, en période d'expansion économique, la classe dominante pouvait combiner d'importantes dépenses militaires et le maintien du niveau de vie de la population. Aujourd'hui, ces aspects ne sont plus compatibles et le gouvernement a choisi de faire payer le surarmement à la classe ouvrière. Le rejet de l'austérité devait donc fatalement déboucher sur la remise en cause du budget de guerre et donc de la politique interventionniste.

La principale faiblesse du mouvement ouvrier réside dans l'absence de répondant politique à ses combats et à ses aspirations. Les hautes sphères de l'AFL-CIO collaborent étroitement avec les milieux d'affaires au sein d'organismes comme le Council of Foreign Relations, la commission trilatérale ou le Conseil atlantique. Organiquement liées au Parti démocrate, elles ne proposent aux travailleurs que le ralliement à une fraction bourgeoise contre une autre. La dernière convention de la centrale s'est ainsi achevée par un appel à élire le maximum de candidats démocrates lors des élections pour le Congrès en novembre prochain. Cela ne peut évidemment que mener à l'impasse. Car Reagan ne fait que systématiser une orientation inaugurée sous l'administration Carter. Partageant la préoccupation de leurs adversaires républicains devant l'affaiblissement de l'impérialisme, les dirigeants du Parti démocrate proposent la même orientation fondamentale. Leur leader au Sénat, Alan Cranston, expliquait ainsi l'an dernier : « Il existe un consensus dans le pays et au congrès pour augmenter les subventions à la défense nationale. »

Face à l'intégration de plus en plus poussée de la bureaucratie syndicale dans les principales instances de décision de la bourgeoisie et à la capitulation qui en résulte devant les agressions réactionnaires, la nécessité de l'indépendance de classe et donc d'un parti qui représente les intérêts des travailleurs fait lentement son chemin. C'est pourquoi la constitution en août 1981 d'un parti noir indépendant (National Black Independent Political Party, NBIPP, à l'initiative de militants formés au cours de vingt ans de lutte pour l'égalité des

droits, est des plus intéressantes. D'autant que jusqu'à présent le prolétariat noir constituait une des bases électorales du Parti démocrate. La plate-forme de la nouvelle formation indique : « *Nous observons que tant les démocrates que les républicains servent uniquement les intérêts de la classe possédante, ce faisant ils sont diamétralement opposés aux intérêts du peuple africain et pauvre...* » Quand à ses objectifs, le NBIPP précise qu'il entend « *transformer radicalement l'ordre social et économique, c'est-à-dire atteindre l'autodétermination et la liberté sociale et politique totales pour la masse de la population noire. C'est pourquoi notre parti s'opposera activement au racisme, à l'impérialisme, à l'oppression sexuelle et à l'exploitation capitaliste* ».

Dans son discours d'investiture, le nouveau président affirmait vouloir « *réveiller le géant endormi* ». En développant une stratégie cohérente, il entend renverser les rapports de forces internationaux et liquider tout nouveau développement de la révolution mondiale. C'est pourquoi il convient de prêter la plus grande attention au nouveau cours de l'impérialisme dominant et de le combattre avec le dernier acharnement. Mais sa capacité d'imposer un brutal retour en arrière se testera en premier lieu aux Etats-Unis mêmes. Voici comment nos camarades du Socialist Workers Party (SWP), que seul une législation réactionnaire empêche de s'affilier à la IV^e Internationale, résument les enjeux de la situation. « *Les travailleurs américains ont subi de durs coups en 1981. La poursuite de l'offensive capitaliste, ainsi que la crise de direction de la classe ouvrière rendent probables de nouveaux coups en 1982. Mais les mêmes pressions objectives qui ont conduit les partis capitalistes et les leaders réformistes à s'orienter vers la droite, conduisent aussi le peuple travailleur à acquérir une autre vision du monde (...) Une chose est certaine : la classe ouvrière américaine n'est pas prête à rester l'arme au pied et à laisser attaquer sans combat ses droits et ses conditions de vie. La guerre de classes aux Etats-Unis ne fait que commencer.* » (18).

15 mai 1982

(15) « Financial Times », 4 janvier 1982.

(16) La « Business Roundtable » rassemble des représentants de grands groupes tels que Exxon, Mobil Oil, General Motors, IBM, Texaco, General Electric, Standard Oil California, Gulf Oil...

(17) « Newsweek », 5 avril 1982

(18) David Frankel, « Intercontinental Press », 28 décembre 1981.